

Mali-MNLA : Projet d'accord de Ouaga ou l'apologie du banditisme international.

Le 17 janvier 2012, la crise malienne éclatait. Ayant surtout profité du laxisme de l'ex-président Amadou Toumani Touré, les rebelles touareg du Mali se sont associés aux combattants venus de Libye pour déclencher les hostilités dans le nord du pays. En quelques jours, face à une armée en déconfiture, ils se sont livrés à des exactions d'une brutalité inouïe : environ 100 soldats maliens égorgés, des femmes et des enfants mineurs sauvagement violés, des vols et des enlèvements de biens, y compris publics, perpétrés partout sur leur passage. Au regard des actes atroces commis, on est tenté de croire au déferlement d'une horde d'individus qui étaient privés de tout, qui vivaient dans la misère profonde. Loin s'en faut. En Afrique, les paisibles citoyens, s'ils ne sont pas manipulés par des apatrides voulant atteindre leur but voilé, ne prennent jamais les armes pour semer la désolation. Au Mali, les soi-disant rebelles du MNLA ne sont pas n'importe qui : élus communaux, maires de villes, députés à l'Assemblée nationale, membres responsables de grandes formations politiques, hauts gradés des forces armées, avec tous les privilèges qui découlent de leur statut et dont rêve le malien lambda.

Ce rêve insatisfait, assorti d'une plainte de manque de munitions et d'armements pour combattre les insurgés du nord a poussé, semble-t-il, les soldats de deuxième rang de Kati à retourner les armes contre le régime du président ATT. Les bandits du MNLA en ont profité pour occuper les trois régions du nord du Mali, qu'ils ont proclamées « République de l'Azawad ». A peine ont-ils savouré leur victoire qu'ils en

ont été chassés par des islamistes qui ont surgi à l'improviste. Une longue période de crise et de nerfs débutait, avec des corolaires de violence, d'amputations et de larmes dans les familles maliennes coupées du pays. Sont restées vaines toutes les tentatives de trouver une issue pacifique. Une année après le début de cette crise sans précédent, les islamistes ont eu l'outrecuidance de s'attaquer aux positions défendues par l'armée malienne dans la ville de Konna. Ayant reçu quelques matériels de guerre, décidés à laver l'affront connu auparavant, les soldats maliens ont courageusement tenu tête à l'ennemi. Dans la lutte contre les « fous de Dieu », ils ont pu bénéficier, sur demande du président par intérim, de l'appui de la France dont l'aviation a bombardé les bases et dépôts des islamistes. La débandade était si forte que la libération de nombreuses localités n'a pris que quelques jours. Sur terre, l'armée malienne traquait les éléments qui résistaient... Douentza, Gao, Tombouctou ont été libérés. Le peuple du Mali criait dans toutes les rues sa joie et sa reconnaissance à la France, notamment à son président « normal » qu'est François Hollande qui a effectué une visite triomphale au Mali. « La France avait une dette envers le Mali ; la France est en train de payer sa dette ! », a-t-il lancé au milieu d'une foule d'admirateurs maliens voyant en lui un « Dieu » libérateur et un ami sincère du Mali. Dans la vie, on ne fait rien pour rien. L'Afrique n'a pas encore compris.

Ensuite c'était le tour de Kidal. Les choses se gâtent subitement. L'armée française, épaulée des troupes tchadiennes fait son entrée dans la ville, sommant les troupes maliennes de se tenir à l'écart. D'abord, on a pensé à une stratégie, mais au fil du temps, il devenait clair que ce n'était

rien de tel. Les bandits contre lesquels le Mali a lancé un mandat d'arrêt international se pavanent dans la ville sous le regard des éléments français, sans crainte aucune d'être arrêtés. Certains d'entre eux continuent paisiblement à accorder des interviews depuis Paris, à rencontrer des parlementaires européens qui se fichent ouvertement de la notice rouge émise par le Mali. Au diable donc les normes de base des relations internationales! Par ce comportement typiquement européen qui rappelle plutôt un crachat à la figure des « petits Nègres » de rien du tout, on se croirait dans une jungle sans loi ni foi. C'est ça, l'Europe qui dit une chose et fait son contraire, elle feint de résoudre les problèmes dont elle est l'origine ; c'est ça l'Afrique qui croit bêtement à tout ce qu'on lui murmure aux oreilles, aussi longues que celle d'un lapin, mais aussi dures que celles d'un roussin d'Arcadie cherchant à travailler pour son maître contre du foin. Le président Hollande n'a pas manqué de le rappeler en sa qualité de maître : « je serai intraitable sur les élections en juillet au Mali! » Et voilà.

Il faut aller donc aux urnes puisque le maître l'exige. Bamako s'affaire tout azimut. Les partis politiques, réduits au silence par l'état d'urgence, vocifèrent quelques slogans de campagne. Certains leaders politiques sont entrés dans le silence pour ne pas déplaire au « commandant blanc ». Seul bémol : pour des élections à Kidal, gardé plus par les troupes françaises que par le MNLA, il faut dialoguer avec ce dernier qui lève le ton devant Bamako.

Au Mali, certains ont compris le complot qui se trame depuis. Pourquoi l'armée malienne n'est toujours pas à Kidal ?

Pourquoi les membres du MNLA recherchés sur mandat d'arrêt sont-ils toujours à Paris et à Kidal ? Pourquoi après la prise d'Anefis situé à 100 km de la ville, les soldats maliens ont été stoppés par Paris ? Que fait la France à Kidal ? Pourquoi les troupes tchadiennes s'en sont retirées ? Autant de questions sans réponses. Du moins, il faut être naïf pour ne pas voir entre lignes les réponses.

Les réponses ? Elles viennent de tomber dans le projet d'accord que la médiation burkinabè vient de rendre publique et que Bamako, par sa bêtise habituelle, refuse de présenter à l'appréciation du peuple malien. Les membres du MNLA ont vite fait d'approuver le document qu'ils sont prêts déjà à signer. Et pourquoi pas ? Abandon de poursuites contre ceux qui ont commis les crimes les plus odieux non par pauvreté, mais par caprices et surtout par la soif de vouloir s'enrichir davantage sur le dos du peuple ; possibilité de réintégrer les rangs des forces armées avec des grades de complaisance comme nous avons coutume de voir ; hautes fonctions dans l'administration ; belle vie bâtie sur le cadavre des pauvres soldats et citoyens maliens dont les familles seront réduites à contempler le luxe dans lequel se noient les assassins des leurs ; possibilité de reprendre les armes car l'armée malienne sera affaiblie à Kidal, elle y sera présente rien que pour la forme. La MINUSMA avec sa tête le général rwandais, l'un des acteurs principaux de la division du Soudan, aura comme mission secrète d'épauler le MNLA « cantonné », qui peut décantonner subitement contre le Mali. Les trois milliard d'euros promis (sur papier) feront la discorde entre les loups maliens, ceux de Bamako et ceux du nord.

Pourquoi la France agit-elle de la sorte à la dernière minute? Elle avait pourtant bien débuté la lutte. Pourquoi l'UE s'est-elle empressée de saluer le début du dialogue entre Bamako et les rebelles armes ? Il devient clair donc que le document présenté par la médiation burkinabè a été conçu au préalable. Les Maliens condamnent Blaise Compaoré qu'ils tiennent pour responsable. Mais bien au contraire, le président du Faso n'est qu'un baffle qui reproduit les sons de l'Elysée. Il est contraint de faire le sale boulot ; il n'a pas le choix. Car en sa qualité de président, il est sale, très sale ; avec tous ses dossiers de crimes qui sont entre les mains de la « piscine française », notamment l'assassinat de Sankara.

Nul doute que le projet d'accord présenté constitue une apologie du banditisme à l'échelle internationale. C'est une insulte grave à l'endroit du peuple malien déjà exaspéré par les sorties mafieuses et criminelles des mêmes éléments qui ont toujours été les « enfants gâtés » de la République. Ce projet, accepté dans la précipitation par le MNLA et que l'on veut plier Bamako à le signer dans la hâte, contient les germes de la partition du Mali dans un futur très proche. Non content de revoir Tiebilé Dramé à Ouaga, le ministre burkinabè des affaires étrangères Djibril Bassolé, s'est précipitamment rendu à Bamako pour tenter d'arracher l'aval des plus hautes autorités qui souhaitent des amendements au projet. Décidément, l'Afrique ne cesse d'agir contre l'Afrique! Pour le moment, Bamako refuse de signer le projet. Il sent sa responsabilité en jeu devant le jugement de l'Histoire. Mais sachant réellement ce que vaut un président africain toujours au service de l'extérieur, à quoi peut-on s'attendre en fin de comptes ? A l'alignement sur l'opinion des autres. Donc c'est

au peuple d'agir pour préserver sa dignité, pour appuyer ou pour mettre la pression sur ses dirigeants.

Le secrétaire aux relations extérieures du MNLA, Ibrahim Mohamed Assaleh, déclarait récemment à Ouaga: « Je suis Malien, fier de l'être. L'Azawad c'est comme le Wassoulou, le Kéné Dougou.» Il a oublié d'ajouter que ni le Wassoulou, ni le Kéné Dougou n'ont jamais pris les armes pour défier le Mali ou semer la terreur parmi les populations. Ces deux régions, comme d'autres, ont toujours préféré griller leurs dos au soleil pour gagner le pain qu'elles partagent avec certains fainéants rebelles dont la seule contribution au développement du Mali est de prendre du thé sous les tentes, de se livrer au pillage et à la tuerie de personnes innocentes.

Enfin, en Afrique noire, pour devenir riche ou être écouté, il faut prendre les armes. Les discours semblent ne plus suffire. Ce n'est pas une incitation, c'est un constat. Par exemple le capitaine Sanogo a agi de la sorte. Il y a le doute qu'il se plaigne de sa vie aujourd'hui. Tout comme les rebelles du MNLA...

Sekou Kyassou Diallo.

Alma Ata, Kazakhstan.